



SUD Étudiant-e-s et Précaires

Pl. Chauderon 5

1003 Lausanne

info@sud-ep.ch

www.sud-ep.ch

facebook.com/SUD.ep.ch

Janvier 2021

Texte de débat!

Notes sur la distan©e, le progrès™ et le télé®avail étudiant (en période de pandémie)

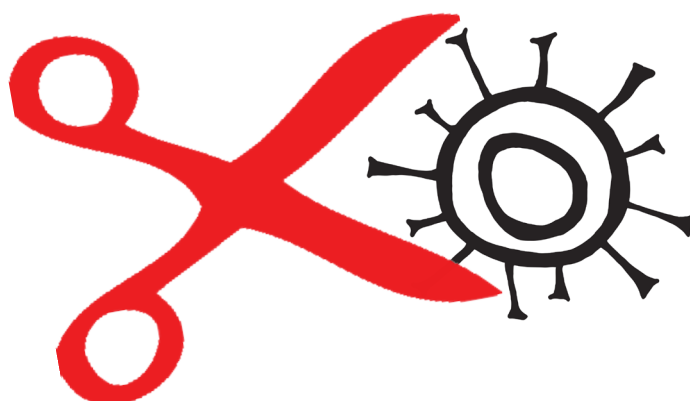
Il y a une série de choses que le Covid-19 nous a apprises:

1) une crise (en «démocratie» occidentale aussi), ça se gère verticalement, de haut en bas;

2) la volonté de mettre les gens au (télé-)travail est intacte chez nos dirigeant-e-s, de même que le désir de domestication des masses laborieuses (cette volonté et ce désir sont un seul et même geste politique, connu de longue date: celui de la domination étatique et capitaliste);

3) la santé de la population est, pour ces dirigeant-e-s, un enjeu technique de la course économique: les solutions individuelles sont donc payantes (masques, gel hydroalcoolique); les solutions collectives sont donc restrictives et punitives, et ce d'autant plus pour tout ce qui s'écarte de la «sphère productive» (tout ce qui touche à la socialité hors-travail)¹;

4) l'hôpital public est faible, et l'on fait face au risque de ne pas pouvoir soigner tout le monde – c'est pour cela qu'on est «un peu tendax» (c'est, ici, le grand pied-de-nez de la morale, du socialement (in)acceptable, à la rationalité économique); en revanche, il n'est pas prévu d'agir pour renforcer sur le long terme l'hôpital public...



Si l'on résume: du point de vue des dirigeant-e-s, les masses en liberté (en dehors du travail) sont ingouvernables, donc dangereuses (sanitairement et économiquement). En ma@che, donc! En ®angs! Au tu@bin! A l'usine comme à l'école!

C'est via le travail et la pression économique qu'on nous dépossède de notre pouvoir de pensée et de notre pouvoir d'action. Mais c'est aussi, dans un mouvement dialectique qu'il nous faut entreprendre, par le travail réapproprié et une pression économique retournée (nous sommes les forces productives!) que nous pouvons incarner un contre-pouvoir émancipateur. A l'usine comme à l'école.

La formation, ce n'est pas que de la forme

On nous dit: «Voilà un dispositif technologique pour vous "rencontrer à distance", nous pouvons donc "basculer" vos formations sur le "mode distan©iel"!... Ciel!

1 - La vaccination est une forme de solution collective que nous n'abordons pas ici.

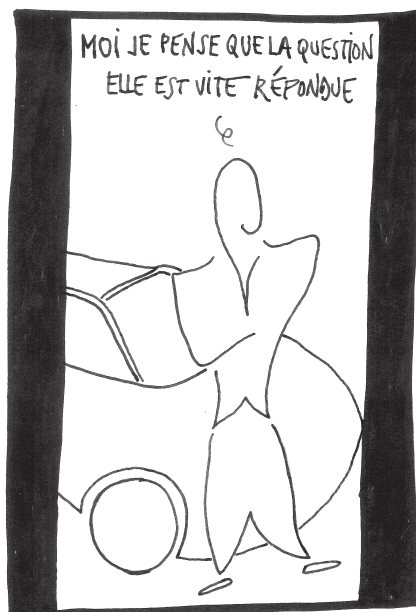
Formellement, c'est vrai. Mais ce n'est justement qu'une forme, une vacuité conceptuelle sans ancrage, sans matière. Et précisément, c'est la matière qu'on refuse de toucher/penser, parce qu'elle est ingouvernable, parce qu'elle résiste, parce qu'on la modèle moins vite qu'une forme pure et qu'on ne la maîtrise jamais complètement, jamais pour toujours. La matière, c'est le réel, c'est les gens (c'est de la forme-contenu ou du contenu-forme, si l'on veut).

Personne ne veut parler aujourd'hui de ce qui fait la matière de nos formations, du lien qui se noue entre protagonistes de l'enseignement, du savoir qui se construit par l'entrechoc des discours, par les questionnements croisés, par le partage de pratiques, par les mains dans le cambouis, par l'espace de travail collectif qu'est l'institution de formation... Personne ne parle de tout ce qui se joue en dehors de la salle de classe pour comprendre ou construire la partie très restreinte des choses qui s'y fait.

En cette période pandémique, le seul discours qui se fait entendre est celui qui peut prendre pleinement appui sur les «solutions» technologiques existantes, celles qui «possibilisent» le télétravail enseignant et le télétravail étudiant tels qu'on nous les impose. Le seul discours que nous entendons, donc, est celui qui pense la formation strictement comme la relation unidirectionnelle entre un pôle transmetteur/évaluateur et un pôle récepteur/évalué. C'est le discours qui dit que la validité de nos formations est liée à la quantité de contenus qu'on nous fourgue (la référence étant les temps normaux, ceux d'avant Covid, sur l'exemple desquels tout doit continuer). C'est le discours qui dit que la qualité de nos diplômes est liée à la tenue d'exams dont tout le monde tait l'ineptie pédagogique: «il faut bien évaluer!», nous dit-on – mais personne ne

parle de ce qu'il faut construire comme savoirs et de comment il faut évaluer.

Les seuls éléments qui restent, les seuls dont on parle, sont ceux qui posent le cadre de la hiérarchie sociale de la formation, c'est-à-dire le cadre de la soumission totale du «personnel étudiant». Pourquoi? La question se doit d'être posée, et une réponse doit y être apportée – notre réponse.



Ce qu'on nous dit, ce qu'on nous fait

La «technologie», dans le sens biaisé qu'on lui laisse en règle générale, c'est ce qui pousse l'humanité vers le progrès™. Le progrès, c'est, en théorie, moins de pénibilité individuelle, plus de bonheur collectif. Dans la période que nous vivons, les dispositifs technologiques qui interviennent ou s'intercalent dans tous les espaces de notre société, sont vendus comme des facilitateurs. C'est trop peu contesté en règle générale (si ce n'est par quelques technophobes qui, par ailleurs, posent parfois les bonnes questions),

sauf dans l'enseignement, où ça l'est un peu, mais pas par tout le monde.

Ce sont surtout les enseignant-e-s qui contestent les dispositifs technologiques imposés, très peu les étudiant-e-s. Il faut rompre cette frontière entre le personnel enseignant et le personnel étudiant, travailler main dans la main à définir ce que nous voulons comme dispositif: sinon, nous le voyons, les bureaucrates occupent tout le terrain avec leurs solutions technologiques, formellement «orientées progrès™», mais concrètement, idéologiquement et matériellement réactionnaires, c'est-à-dire «orientées régression critique».

C'est le règne du faux-semblant ou du faire-semblant, les mots qu'on utilise ne sont que des mots, leur sens s'évapore dans la vulgate performative – c'est le règne du discours creux: qualité de la formation, validité des diplômes, tournant numérique, enseignement à distance... Ne nous y trompons pas: le discours est creux, mais il possède une force brute, nue, celle de l'inéluctabilité: sa vacuité oriente nos vies, contraint notre pensée, bouche nos horizons. Le discours creux est un totalitarisme déguisé en rationalité scientifique.

La dégradation de nos droits ne sera pas notre option

Nous sommes dans une telle période de trouble, nous sommes dans un tel brouillard que, de complexités en anicroches, nous pourrions

~~~~~

«Le discours creux est un totalitarisme déguisé en rationalité scientifique.»

~~~~~

perdre toute accroche, nous pourrions avoir la tentation de défendre ce qui nous asservit. Nous, étudiant-e-s, travailleurs-euses en formation, pourrions être tenté-e-s de revendiquer le droit de pouvoir étudier plus, même si c'est moins bien. C'est là la logique du «tout-à-distance». On nous a enfermé-e-s dans une logique qui est, formellement, celle de la qualité/validité/continuité (c'est ce qu'on nous dit), mais qui est concrètement, matériellement, celle de la quantité/vacuité/inégalité...

Cette logique nous enferme parce qu'elle nous empêche de penser notre formation en sujets libres – intellectuellement libres –, de la réinventer parce que le contexte rend nécessaire cette réinvention, non seulement en s'attelant à analyser la nécessaire distance (physique, sociale, numérique) mais aussi à produire de nouvelles manières de construire le savoir, de calibrer les apprentissages, de réinvestir des lieux de la formation.

Nous sommes enjoint-e-s à abandonner la pensée critique de l'espace parce qu'on nous a dit que l'espace était le lieu de la contamination et que la virtualisation technologique des rencontres nous protégeait. Sans conteste, ne plus se toucher, se voir à distance, réduit le risque de transmission virale. La numérisation des rapports sociaux de formation ne

protège pas, en revanche, contre la dégradation qualitative des apprentissages, ni contre d'autres problèmes sanitaires et sociaux liés à la sédentarisation forcée ou à l'accès aux prérequis technologiques et spatiaux de ce basculement numérique. La numérisation accélère les processus de sélection et empêche les capacités de résistance et de construction collectives. Dans nos actes, dans nos esprits, le discours creux totalisant est à l'offensive pour prendre le contrôle... Ne nous laissons pas happen!

Malades ou en quarantaine, on nous fait vouloir suivre nos cours! C'est la fin du droit à la maladie, c'est la fin de la liberté académique: on nous pousse vers la revendication de ne plus avoir possibilité de louper les cours. En pleine pandémie, on veut nous faire réclamer d'avoir autant de cours, autant de jours par semaine! Qu'importe si les dispositifs pédagogiques sont branlants et parfois ineptes, on veut nous faire vouloir du contenu!

Pour les étudiant-e-s que nous sommes, il est essentiel de prétendre à autre chose qu'à approfondir

ce que propose déjà la hiérarchie institutionnelle; il est fondamental de s'intéresser aux implications des choix de cette hiérarchie sur le personnel enseignant, sur nous-mêmes, sur nos savoirs, nos qualifications, nos vies... Il nous faut penser, il nous faut résister!

Mais vers quels objectifs? Comment? Le discours creux pèse de tout son poids sur nos vies. On nous dit que les employeurs attendent au tournant

la volée qui aurait obtenu les diplômes «faciles» estampillés Covid-19... On nous menace de salaires amoindris, de moindre compétitivité sur le marché de l'emploi... On nous menace, très concrètement, matériellement, de choses qui nous attendent de toute façon, Covid-19 ou pas. Et nous avons raison d'avoir peur! Mais il faut voir que ces menaces ne sont pas inédites: c'est un nouvel habillage sur un très vieil épouvantail. Résistons-y!

~~~~~  
**«Ces menaces ne sont pas inédites : c'est un nouvel habillage sur un très vieil épouvantail.»**  
~~~~~

Ne pas se laisser épouvanter, c'est (aussi) construire la lutte

Impliquons-nous. Luttons, combattons, bataillons pour la qualité, pour nos qualifications. Lutter pour des formations et des diplômes qualifiants, ça veut dire ne pas laisser une hiérarchie institutionnelle obsédée par le ranking décider de ce que recoupe la qualité. Ça veut dire ne pas se laisser menacer par les employeurs de sanctions qu'ils utilisent d'ores et déjà.

Ça veut dire combattre, depuis notre position, pour une qualité que nous définissons nous-mêmes, une exigence intellectuelle qui ne sert pas les intérêts patronaux, qui échappe à leur double objectif de



rentabilisation et de soumission. C'est un combat pour une exigence qui libère, à l'opposé d'une exigence qui soumet. C'est un processus qui oppose la construction démocratique à la sélection hiérarchisante.

C'est une bataille: il nous faut donc batailler. Non pas sur le terrain balisé par les instances de décision bureaucratiques et technologico-réactionnaires. Oh que non: il nous faut batailler sur notre terrain, celui de la puissance démocratique, celui de la puissance pédagogique. C'est, en l'occurrence, le terrain de la puissance populaire: la puissance conjointe du personnel enseignant et du personnel étudiant, qui défait cette séparation imposée (enseignant-e/enseigné-e). C'est la puissance d'un contre-pouvoir: la puissance de l'émancipation.

Enseignant-e-s et étudiant-e-s, pensons notre travail et notre télétravail – et approprions-les-nous. On nous pousse à être une force de proposition au service d'intérêts qui nous desservent.

Or, nous avons des droits à défendre, d'autres à créer, de l'émancipation à construire. Nous n'avons rien à gagner à nous laisser gouverner, mais nous avons tout intérêt à nous organiser.

Base de travail (période Covid et au-delà)

Face aux équations insolubles (droit à la santé vs. droit à la formation; personnes à risque pour leur santé vs. personnes à risque de décrochage dans leur formation; personnes malades vs. personnes inéquippées pour le distanciel; etc.), réduites au seul choix entre présentiel et distanciel, il faut opposer une vision stratégique et politique d'ensemble.

Notre action s'inscrit dans un horizon politique:

- **contre la sélection : démocratisation** des études, des savoirs, de l'accès à une culture générale de haute tenue intellectuelle.
- **vers des diplômes qualifiants**, qui permettent la mobilité sur le marché du travail et l'indépendance vis-à-vis des employeurs, ainsi que l'accès à des salaires qui reconnaissent les qualifications (et non uniquement les compétences utiles à l'employeur, telles que définies par ce dernier).

Ce qui se décline en revendications:

- le **droit à la santé** (des enseignant-e-s et des étudiant-e-s) et le **droit à la formation** (des étudiant-e-s) sont inaliénables et en aucun cas on peut les opposer, ou jouer l'un contre l'autre.
- le **droit à la maladie**, c'est-à-dire le droit à l'absence pour justes motifs, **doit avoir une existence effective pour les étudiant-e-s**: il faut repenser la formation, d'autant plus en ces temps pandémiques, sur la base du droit à manquer des cours, dans toute la mesure du possible sans obligation de rattrapage ou autre conséquence.
- l'**égalité de traitement dans la souplesse**, c'est-à-dire la mise en place d'un système adaptatif qui prenne en compte la multiplicité des situations complexes. Nous sommes aujourd'hui tou-te-s des «cas de rigueur», le système doit montrer de la souplesse: tentatives multiples pour les examens; fin des menaces et des sanctions administratives (exclusions/renvois) pour des "torts" liés à la crise; etc.
- **réduction de l'horaire de cours** et mise en place de plages-horaires spécifiques, incluses dans la formation, pour les questions, rattrapages, travaux de groupe, révisions collectives, avec accompagnement pédagogique le cas échéant. Avec les moyens en infrastructures et en personnel adéquats.

Bulletin d'adhésion

je me bats, je résiste, je me syndique!

Nom :

Prénom :

Adresse :

NPA/Localité :

E-mail :

Téléphone :

Date de naissance :

Lieu d'étude :

Filière :

Lieu de travail :

Emploi :

Date :

Signature :

(Cotisation 60frs/an) Formulaire à renvoyer par la poste à : Syndicat SUD / Pl. Chauderon 5 / 1003 Lausanne
ou à remplir en ligne sur : www.sud-ep.ch/adhesion